

Transition  
numérique



**Benoît Tabaka,**  
Directeur des relations institutionnelles  
et des politiques publiques,  
Google France

# LA TRANSITION NUMÉRIQUE EUROPÉENNE, UNE CHANCE POUR TOUTES ET TOUS, DANS TOUS LES TERRITOIRES

L'illettrisme demeure aujourd'hui l'un des principaux freins à une transition numérique européenne pleine et souveraine. Face à une fracture numérique persistante et à l'exigence d'innovation portée par l'Union européenne, le développement des compétences numériques et le soutien aux initiatives citoyennes en la matière apparaissent plus que nécessaires.

En France tout comme dans le reste de l'Union européenne, la pandémie de Covid-19 a exigé une transformation profonde de nos habitudes : télétravail, gestion des démarches administratives en ligne, relations sociales à distance... Des millions de personnes, toutes classes d'âge confondues, se sont retrouvées en difficulté car ne disposant pas des équipements adéquats ou des compétences essentielles à la bonne utilisation de ces derniers.

Le sentiment d'exclusion et d'isolement que la fracture numérique peut véhiculer était déjà ancien, les chiffres le démontrent. En 2019, neuf foyers sur dix avaient accès à Internet en Europe, mais les écarts de niveau de vie entre Européens issus des différents États membres n'ont pu en garantir un accès large et ouvert. Le manque de compétences est également prégnant. En 2020 et, d'après l'indice relatif à l'économie et à la société numériques (DESI) de la Commission européenne, environ 42 % des Européens n'avaient pas de compétences numériques de base<sup>1</sup>, telles que celles d'envoyer ou recevoir un e-mail, ou encore de trouver l'information sur Internet.

Pendant la crise et alors même que l'économie européenne s'est trouvée freinée par les confinements successifs, la bonne maîtrise du numérique a néanmoins pu démontrer que celui-ci était source de solutions, en faveur d'une société plus résiliente : relations clients renforcées à l'échelon local par le biais de l'e-commerce, emplois ou cursus d'études maintenus, téléconsultations médicales... Un enjeu se fait donc jour : permettre à chacune et chacun, entreprise comme individu, peu importe la situation de vulnérabilité dans laquelle celui-ci se trouve, de s'acculturer aux usages numériques, d'être en pleine capacité de poursuivre son apprentissage ou son activité.

Aussi, face aux inégalités liées à l'illectronisme, nous croyons qu'il en est de la responsabilité de l'ensemble des acteurs de l'écosystème numérique, en appui à la puissance publique, de soutenir un impact social du numérique bénéfique et durable en Europe. De son côté, Google s'est ainsi engagé à deux niveaux : la montée en compétences numériques et le soutien à des initiatives en faveur de l'inclusion numérique.

Depuis 10 ans, nos actions ont permis à près de 10 millions de personnes – demandeurs d'emploi, entrepreneurs et particuliers – en Europe mais aussi en Afrique ou au Moyen-Orient, de développer leurs compétences pour faciliter leur retour à l'emploi ou accompagner la croissance de leur entreprise. Nous sommes convaincus que c'est par une formation numérique adaptée aux métiers de demain que nous pourrons atteindre la prospérité économique dans toute l'Union européenne. L'égalité femmes-hommes ou encore une meilleure représentation des populations vulnérables doivent aussi être au cœur de nos priorités. Les compétences numériques seront nécessaires aux leaders de demain. Tout le monde doit pouvoir avoir cette chance. Cela passe notamment par des appels à projets financés à hauteur de 2 millions d'euros, qui sont destinés à tous les acteurs du monde associatif et de l'économie sociale et solidaire. En 2019, nous avons ainsi accompagné dix associations françaises pour que le numérique soit à la portée de tous. Google.org a par ailleurs attribué 1,5 million d'euros à « The Digital Collective » à Bruxelles. Cette association a pour but de réduire l'exclusion numérique et sociale des personnes précaires et marginalisées au sein de la société, ceci afin d'améliorer leur quotidien et leur accès au marché du travail à l'échelle européenne. Elle lutte concrètement contre la fracture numérique grâce à des partenariats avec le secteur public, privé et associatif et à la création d'une plateforme d'autoévaluation des compétences digitales basée sur le « Digital Competence Framework » de la Commission européenne.

Alors que la présidence française du Conseil de l'Union européenne touche à sa fin, gouvernements et entreprises doivent poursuivre leurs efforts pour une transition numérique inclusive de l'Europe. La montée en compétences de toutes et tous, l'accessibilité à une formation aux nouveaux usages et la lutte contre les inégalités numériques et sociales doivent continuer d'être adressées. C'est par la technologie que nous pourrons collectivement travailler à une reprise économique durable reposant sur une communauté de citoyens unie et rassemblée. ■

<sup>1</sup> European DataLab, d'après EuroStat. « Les multiples formes de la fracture numérique européenne ».

<sup>2</sup> Commission européenne. « Bâtir l'avenir numérique de l'Europe : compétences numériques » & EuroStat, « Particuliers ayant des compétences numériques générales de base ou plus avancées par sexe ».